

COMPTE RENDU DE L'AUDIENCE du 11 MAI 2011

Une audience entre les sections syndicales et la direction s'est tenue le mercredi 11 mai 2011. Les points suivants ont été abordés.

Campagne ISF

Les organisations syndicales ont interpellé l'administration sur le fait que les agents ne sont pas en situation de répondre aux interrogations des contribuables.

L'administration a répondu qu'elle avait adressé un message aux chefs de service sur ce point. La campagne ISF pourrait être reportée en juin ou plutôt en septembre.

La décision devrait être connue à la suite du conseil des ministres du 11 mai. Nous avons demandé qu'un support écrit soit mis à la disposition des services pour l'information des contribuables.

DISI (Direction Interrégionale des Services Informatiques)

Ces nouvelles directions vont regrouper tous les services liés à l'informatique, incluant dans le 92 le Département Informatique du Trésor et les CMI.

Les agents ont reçu un mel le 26 avril afin d'opter, soit pour cette direction, soit pour être affecté sur un poste administratif, la réponse étant à donner sous 10 jours. Nous avons dénoncé ce délai très court, l'absence d'information complète des agents et le fait que les représentants du personnel n'aient pas été informés des conséquences de l'installation de la DISI pour les agents du 92.

La Direction a reconnu que les délais étaient extrêmement courts et expliqué qu'elle venait juste d'avoir connaissance du périmètre des emplois transférés. Une réunion avec la directrice préfiguratrice de la DISI Paris-Normandie est fixée au 12 mai ; ce point sera également inscrit à l'ordre du jour du prochain CTP.

Incidences des mutations, effectifs

Nous avons demandé si la direction avait connaissance à l'occasion des mouvements de mutations de postes gelés au niveau national en brigade ou en direction. Réponse négative. A notre demande il a été précisé qu'il n'y avait pas de projet de restructuration au niveau des brigades ou de l'antenne DDFIP de Vanves.

La direction a confirmé une situation difficile en matière d'effectifs : toutes les catégories sont déficitaires.

Au 1^{er} avril, le déficit est de 4,57% pour les catégories B et C pour toute la DDFIP ; et pour les A il est de 8,31% dans la filière fiscale et de 11,79% dans la filière gestion publique.

Cela représente par exemple un déficit de 72 agents C dans la filière fiscale.

Un tableau de synthèse par filière sera communiqué chaque mois aux organisations syndicales.

SIP Neuilly

Notre délégation est revenue sur la situation du SIP. La direction a reconnu l'insuffisance d'effectifs. Elle compte sur une amélioration avec l'arrivée d'agents C à partir du 1^{er} août. Concernant les B, elle attend les résultats des prochains mouvements.

Prochains mouvements locaux

Notre délégation a souhaité que la situation des effectifs ne serve pas de prétexte à l'administration pour multiplier les « fiches 3 » (affectations suivant les nécessités de service dérogeant à la règle de l'ancienneté).

La direction a répondu qu'elle continuerait à réserver cette possibilité à des cas très limités prenant en compte l'intérêt du service et de l'agent.

Notation filière Gestion publique

La délégation a interrogé la direction sur le calendrier de la campagne de notation (la notation finale).

La Direction nous a répondu que la notation finale est en cours de finalisation et que les validations sur Eden sont imminentes.

Trésorerie de Villeneuve-la-Garenne

La CGT a rappelé la demande des agents de la trésorerie de ventilateurs et diffuseurs d'eau qui avait déjà reçu l'approbation de la direction lors d'une visite sur place. La Direction a confirmé que cette demande serait prochainement satisfaite.

Frais de déplacements

Nombreux sont les collègues qui se plaignent des complications et des retards dans les remboursements. La direction s'est montrée confiante dans la résorption du stock. Elle incite à déposer les demandes le mois suivant l'engagement de la dépense mais maintient les exigences relatives aux justificatifs.

SIP/SIE Asnières

Le sol du local courrier-standard s'affaisse par endroits ; la fenêtre est d'un accès difficile. Réponse : la délégation immobilière de la direction se rend très prochainement sur place.

Géomètres

La CGT a soulevé plusieurs points concernant la situation des géomètres :

- ⇒ les agents sont demandeurs de mise à jour de l'application Autocad et d'ordinateurs portables ;
- ⇒ la situation des effectifs est très difficile : 6 géomètres pour tout le 92 (3,9 à Sèvres, 1,8 à Nanterre, après temps partiel) ;
- ⇒ de plus en plus souvent des collègues affectés à Sèvres sont sollicités pour intervenir sur le nord.
- ⇒ Des mels valant notes de service sont adressés aux agents leur demandant de communiquer le lundi matin les plannings prévisionnels pour la semaine : date, heure et lieu pour les déplacements sur le terrain (rendez-vous et prévisions sans rendez-vous) ainsi que le détail des travaux prévisionnels pour les jours de bureau. Cela institue une surveillance permanente de l'activité de chaque agent suivant un cadre rigide qui ne tient aucun compte des modifications pouvant intervenir en cours de semaine et enlève toute autonomie.

La direction a répondu :

- les portables seront prochainement livrés ainsi que les mises à jour d'Autocad ;
- la situation actuelle des effectifs correspond au emplois restants au 1^{er} septembre après les 4 suppressions d'emplois de géomètres décidées par la direction.

La direction a déclaré assumer ses décisions de suppressions d'emplois et en assumer toutes les conséquences.

Elle organise le travail et a défini un « plan de solidarité » prévoyant les interventions de géomètres du sud sur le nord du département.

Des priorités sont établies et la direction trouve tout à fait normal que pour faire face à la charge de travail de tels plannings soient demandés ! Les géomètres apprécieront. Elle a ajouté : « Il ne faut pas tirer argument de tout pour chercher des problèmes là où il n'y en a pas ».

Pour notre part nous considérons qu'il est de notre responsabilité de faire état des difficultés rencontrées par les collègues et de leurs revendications.

Suppressions d'emplois, charge de travail en hausse, mobilité sur le tout le 92, mise sous surveillance quotidienne... la direction déclare tout assumer mais ce sont les agents qui en subissent les conséquences, rendant leurs conditions de travail particulièrement difficiles. Cette situation est inacceptable.

Aujourd'hui ce sont les géomètres qui sont touchés mais, avec les suppressions de postes qui tombent partout, le contrôle quotidien de l'activité de chacun risque fort de devenir la norme.

Brochure Pratique Impôt sur le Revenu 2011

La version 2011 de cet outil, très utilisé par les secteurs d'assiette, est fortement critiquée : lisibilité moindre, tableaux synthétiques supprimés, mauvaise présentation... En un mot moins « Pratique ».

La direction a admis avoir reçu de nombreuses remarques en ce sens qui seront transmises à la DG pour la prochaine campagne.

Situation des SIE avec l'arrivée au 1^{er} juin de la CET (Contribution Economique Territoriale-ex TP)

Nous nous sommes faits l'écho du mécontentement des collègues des SIE qui découvrent à l'occasion des stages la charge de travail que représente cet impôt et qui auront à traiter un stock élevé de restes à recouvrer, et ce alors que de nouvelles suppressions d'emplois vont intervenir au 1^{er} septembre. Déjà les SIE sont surchargés : l'an dernier en moyenne une note par jour publiée par la DG concernait ces services.

Les collègues doivent gérer les priorités et estiment que cette situation a des conséquences sur la qualité du travail. Par exemple les services remboursent à tour de bras les différents crédits d'impôt (recherche, mécénat...) sans qu'un véritable contrôle préalable puisse être effectué.

La direction a répondu qu'elle n'ignorait pas les charges élevées, que des renforts étaient affectés et que les inspecteurs étaient sollicités pour l'examen des dossiers de remboursements de crédits d'impôt les plus importants. Au sujet de la CET, elle a précisé que les stages avaient fait l'objet de critiques et qu'elle s'efforçait « de revoir le message délivré ».

La direction a indiqué travailler avec les SIP et trésoreries de sorte qu'il y ait le moins de restes à recouvrer possible en stock. Des renforts ont été déployés en ce sens. Il n'empêche : la situation dans les SIE va devenir très difficile.

Cour des comptes

Notre délégation a demandé des précisions quant à la visite de la Cour des comptes au SIP d'Issy-les-Moulineaux et à la trésorerie de Clamart. La direction a répondu que la Cour des comptes était mandatée par le Sénat pour faire un rapport sur la fusion Impôts-Trésor. Elle se rendra le 13 mai à Issy pour rencontrer le responsable et les collègues, notamment ceux de l'accueil.

Préparation aux concours

Nous avons relayé la plainte de collègues concernant l'organisation du stage d'une semaine de préparation au concours d'inspecteur au milieu de la campagne IR.

La direction a reconnu le problème mais explique qu'il n'a pas été possible de faire autrement cette année .

Gennevilliers

A l'occasion des négociations relatives au renouvellement du bail, nous avons réaffirmé qu'il ne devait y avoir aucune dégradation des conditions d'installation et de travail des agents.

Relations PRS-SIP

Nous avons fait part des interrogations de collègues de SIP suite au refus du PRS de prendre en charge des créances non recouvrées supérieures à 10 000 euros en contradiction avec les règles fixées par le protocole SIP-PRS.

Réponse de la direction : aucune directive n'a été donnée par la direction en ce sens. Ce sont les règles fixées par le protocole qui s'appliquent.

Prochaine audience le mercredi 8 juin ; à notre demande un point sera consacré aux travaux immobiliers.